



FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6

Réduction d'ISF 2013

En contrepartie d'une durée de blocage de 8 ans, soit jusqu'en 2021, et d'un risque de perte en capital.

FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6

Investissez dans des entreprises innovantes et bénéficiez, sous conditions, d'une réduction d'impôt sur la fortune (ISF) dû au titre de 2013⁽¹⁾ et d'une exonération d'impôt sur le revenu (IR) sur les produits et plus-values.

Un investissement avec une durée de blocage de 8 ans⁽²⁾, soit jusqu'au 17 juin 2021 (date de clôture de la liquidation du portefeuille), qui comporte un risque de perte en capital.

Les Fonds Communs de Placement dans l'Innovation ont été créés pour **soutenir l'innovation technologique en France. Moteur de croissance et créatrices d'emplois**, les entreprises innovantes sont au cœur de notre économie.

Le FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6 (le FCPI) investira au capital de **sociétés innovantes**⁽³⁾, intervenant dans des **secteurs à forte valeur ajoutée**, et plus particulièrement dans les secteurs des **technologies de l'information**, de la **santé** et de **l'environnement** qui, selon la Société de Gestion, présentent un réel potentiel de croissance. Il prendra des participations minoritaires dans des entreprises en phase de capital développement et de capital-risque.

Le FCPI s'engage à atteindre son quota d'investissement⁽⁴⁾ à hauteur de 80% au moins de son actif afin d'accroître la réduction d'ISF 2013 à laquelle ouvre droit la souscription de parts du FCPI. Le solde, soit **20% au plus, sera investi** principalement sur des **OPCVM monétaires, obligataires⁽⁵⁾ et actions**, et produits assimilés⁽⁶⁾.

Investir dans les entreprises innovantes

Profitez de la dynamique sur le long terme et du potentiel de croissance des entreprises innovantes en contrepartie d'un risque de perte en capital et d'une durée de blocage de 8 ans, soit jusqu'au 17 juin 2021, par le biais :

- d'une **culture de capital** : les entreprises du portefeuille auront peu recours à la dette, elles seront principalement financées par du capital :

- accès à des **titres non cotés moins corrélés aux évolutions des marchés financiers**,

- mais également accès dans la limite de 20% du FCPI à des **titres cotés** sur un marché d'instruments financiers français ou étranger⁽⁷⁾ émis par des sociétés dont la **capitalisation boursière doit être inférieure à 150 millions d'euros**,

- de **l'innovation technologique** qui est **la clé des nouveaux marchés** de demain.

A noter : le FCPI a vocation à investir au sein d'entreprises innovantes dont la performance est soumise à de nombreux aléas. Le capital investi peut ne pas être intégralement restitué, le FCPI ne disposant d'aucune garantie en capital.

Un placement géré par une équipe expérimentée

La gestion du FCPI est assurée par **Idinvest Partners** qui dispose d'une expérience dans le **financement de l'innovation** et d'une **forte expertise** dans les secteurs des **technologies de l'information, de la santé et de l'environnement**. Vous bénéficiez du savoir-faire **d'un des principaux acteurs du financement des PME en Europe** avec plus de 900 millions d'euros gérés au travers de 46 FCPI et FIP destinés aux investisseurs particuliers⁽⁸⁾.

Bénéficiez d'avantages fiscaux

Réduisez votre **Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF)**⁽⁹⁾

- **Une réduction de votre ISF en 2013**⁽¹⁰⁾ : à hauteur de 50% de votre versement (hors droits d'entrée), dans la limite du pourcentage initialement fixé de l'actif du FCPI investi en titres de sociétés innovantes éligibles (80%). **La réduction d'ISF est donc égale à 40% du montant investi** (hors droits d'entrée) plafonnée à 18 000€/an⁽¹¹⁾.

Exemple de réduction d'ISF pour 15 000€ investis (hors droits d'entrée) :

le fonds sera investi à hauteur de 80% dans des sociétés éligibles, **la réduction d'ISF** sera de :

$$15\,000\text{€} \times 80\% \times 50\% = 6\,000\text{€}^{(11)}$$

Bénéficiez d'une exonération en matière d'impôt sur le revenu (IR)⁽¹²⁾...

- **Une exonération d'IR (sauf prélèvements sociaux) sur les produits distribués et plus-values**

... en contrepartie d'un investissement avec une durée de blocage de 8 ans, soit jusqu'au 17 juin 2021 (sauf cas de débloquages anticipés limitativement prévus dans le règlement du FCPI).

Nous vous invitons à prendre connaissance des Règlement et Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICl) du FCPI et à lire attentivement la Note Fiscale « Réduction ISF » jointe au dossier de souscription, laquelle détaille les conditions à respecter et les modalités d'obtention des avantages fiscaux liés à la souscription des parts du FCPI.

Caractéristiques du FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6

Date limite de commercialisation

L'attention de l'investisseur est attirée sur l'importance de bien prendre en compte les modalités déclaratives ISF qui lui sont applicables au regard, notamment, de la valeur nette taxable de son patrimoine.

En effet, la date limite de souscription applicable à chacun des investisseurs permettant de bénéficier de la réduction de l'ISF dû en 2013 est directement liée à la date limite de dépôt de la déclaration de son patrimoine taxable à l'ISF. HSBC France ne pourra en être tenue responsable.

Il est indiqué dans le tableau ci-contre les dates limites de souscription pour bénéficier de la réduction ISF dû en 2013 au regard des modalités déclaratives ISF applicables à l'investisseur.

Dates limites de souscription pour bénéficier de la réduction d'ISF dû en 2013

Je déclare mon patrimoine net taxable à l'ISF sur ma déclaration d'IR :

- que je dépose en version papier 17 mai 2013
- que je transmets par voie électronique avant la date limite fixée pour les départements n°1 à n°19 24 mai 2013
- que je transmets par voie électronique avant la date limite fixée pour les départements n°20 à n°49 31 mai 2013
- que je transmets par voie électronique avant la date limite fixée pour les départements n°50 à n°974 1^{er} juin 2013

Je souscris une déclaration d'ISF (formulaire cerfa n° 2725) 7 juin 2013

Valeur de la part d'origine	500€ (hors droits d'entrée)
Minimum de souscription	1 part
Droits d'entrée	3,5% maximum à la souscription
Nature des parts	inscrites en nominatif pur dans les livres du Dépositaire teneur de compte émetteur
Éligibilité au PEA	non
Durée de vie du Fonds	8 ans , soit jusqu'au 17 juin 2021 (date de clôture de la liquidation du portefeuille)
Rachat	bloqué pendant 8 ans, soit jusqu'au 17 juin 2021, sauf cas de débloquages anticipés prévus par le Règlement du FCPI avec un risque, le cas échéant, de remise en cause des avantages fiscaux si les conditions de durée de détention ne sont pas respectées (pour plus de détails, se référer à la Note Fiscale « Réduction ISF » du FCPI, non validée par l'AMF)
Transfert / Cession	cession possible sous réserve de trouver un acquéreur dans les conditions du Règlement du FCPI avec un risque de remise en cause des avantages fiscaux si les conditions de durée de détention ne sont pas respectées, étant précisé que le porteur devra trouver un acquéreur par ses propres moyens (sauf exceptions visées dans la Note Fiscale « Réduction d'ISF », non validée par l'AMF, et le Règlement du FCPI - pour plus de détails, se référer à ces 2 documents)
Valorisation	semestrielle, le 30/06 et le 31/12 de chaque année
Informations	la Société de Gestion adressera aux porteurs un rapport semestriel, la composition de l'actif, un rapport de gestion annuel et une lettre d'information annuelle. Le dépositaire adressera aux porteurs un relevé annuel de compte-titres
Société de Gestion	Idinvest Partners
Dépositaire	RBC Investor Services Bank France SA

A noter :

Ces dispositifs sont également subordonnés au respect des obligations déclaratives prévues par la réglementation en vigueur à la date d'agrément du FCPI pour les souscripteurs dont le patrimoine net taxable est supérieur ou égal à 2,57 millions d'euros. A cet égard, le dépositaire du FCPI adressera au souscripteur un état individuel attestant la réalité de sa souscription (attestation fiscale) pour la réduction d'ISF, à joindre, ainsi qu'une copie du bulletin de souscription, à la déclaration ISF ou à fournir dans les trois mois suivant la date limite de dépôt de ladite déclaration (à savoir le 17 septembre 2013) pour les contribuables dont le patrimoine net taxable est égal ou supérieur à 2,57 millions.

Les souscripteurs dont le patrimoine net taxable à l'ISF est compris entre 1,3 million et 2,57 millions d'euros et qui doivent mentionner leur patrimoine taxable à l'ISF sur leur déclaration d'ensemble des revenus devront conserver une copie du bulletin de souscription et l'état individuel qui leur sera adressé afin d'être en mesure de les présenter en cas de demande de l'administration fiscale.

(1) Sous réserve de respecter la date limite de souscription applicable à l'investisseur (cf. Caractéristiques du FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6 détaillées ci-dessus).

(2) Sauf cas de débloquages anticipés limitativement prévus dans le règlement du FCPI.

(3) Le caractère innovant d'une entreprise s'apprécie soit en fonction de ses dépenses de recherche, soit en fonction de la création de produits, procédés ou techniques innovantes appréciée par Oséo. Les entreprises innovantes doivent notamment être situées dans un État membre de l'Union Européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et compter entre 2 et 2 000 salariés.

(4) Les FCPI doivent respecter le quota d'investissement défini aux articles L.214-30 et R.214-47 du Code Monétaire et Financier. En application desdits articles, ces fonds doivent notamment investir au moins 60% de leurs actifs dans des entreprises innovantes, dont 40% au moins en contrepartie de souscriptions au capital ou de titres reçus en échange d'obligations convertibles.

(5) Les obligations pouvant être émises par des émetteurs publics ou privés, sans limite de notation.

(6) Notamment dépôts à terme, bons du Trésor français, instruments monétaires d'Etat, Billets de Trésorerie, Certificats de Dépôt.

(7) D'un État membre de l'Union Européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen et dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger.

(8) Données valables au 1^{er} mars 2013.

(9) Pour bénéficier de la réduction d'ISF, le contribuable doit s'engager à conserver ses parts jusqu'au 31 décembre de la 5^e année suivant celle de la souscription. Le porteur de parts ne doit pas détenir (personnellement ainsi qu'avec son conjoint ou concubin notoire, leurs ascendants et leurs descendants) plus de 10% des parts du FCPI et directement ou indirectement plus de 25% des droits dans les sociétés dont les titres figurent à l'actif du FCPI, ou avoir détenu ce pourcentage de droits à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription des parts du FCPI.

(10) Pour toute souscription réalisée au plus tard aux dates limites de souscription détaillées dans la présente brochure, lesquelles dépendent des obligations déclaratives propres à chaque souscripteur qu'il détermine sous sa responsabilité.

(11) La réduction d'ISF applicable en cas d'investissements effectués au titre de l'ensemble des souscriptions de parts de FCPI et FIP est plafonnée en 2013 à 18 000 euros par an. Par ailleurs, la somme des réductions ISF au titre des investissements dans des PME (en direct, via des holdings ou des fonds d'investissement) et des dons en faveur de certains organismes dont bénéficie le contribuable est plafonnée en 2013 à 45 000 euros au titre d'une même année d'imposition.

(12) Pour bénéficier de l'exonération d'IR, le contribuable résident fiscal français doit s'engager à conserver ses parts pendant au minimum 5 ans à compter de sa souscription. Par ailleurs, les sommes ou plus-values que pourrait réaliser le FCPI seront réinvesties dans le FCPI pendant une période de 5 ans à compter de la fin de la période de souscription du FCPI. Le porteur de parts ne doit pas détenir (personnellement ainsi qu'avec son conjoint, leurs ascendants et leurs descendants) directement ou indirectement plus de 25% des droits dans les sociétés dont les titres figurent à l'actif du FCPI, ou avoir détenu ce pourcentage de droits à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription des parts du FCPI.

Frais de fonctionnement du FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6 (TTC)

L'attention des souscripteurs est appelée sur le niveau des frais maximum auxquels est exposé le FCPI⁽¹⁾.

Catégorie agrégée de frais	Taux de frais annuels moyens (TFAM) maximums	
	TFAM gestionnaire et distributeur maximum	Dont TFAM distributeur maximum
a) Droits d'entrée et de sortie	0,44%	0,44%
b) Frais récurrents de gestion et de fonctionnement	3,95%	1,44%
c) Frais de constitution du FCPI	0,06%	0%
d) Frais non récurrents de fonctionnement liés à l'acquisition, au suivi et à la cession des participations	0,34%	0%
e) Frais de gestion indirects	0,04%	0%
TOTAL	4,83%	1,88%

(1) TFAM établi sur la base de la durée de vie du FCPI. Pour plus de détails, veuillez-vous reporter au Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DIC) du FCPI.

Avertissement

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de 8 ans. Le Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, catégorie de Fonds Commun de Placement à Risques, est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce FCPI décrits à la rubrique « Profil de risque » du Règlement.

Enfin, l'agrément de l'AMF ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des différents dispositifs fiscaux présentés par la Société de Gestion. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous détiendrez les parts du FCPI et de votre situation individuelle.

La part des actifs des derniers FCPI gérés par la Société de Gestion, investie dans des entreprises éligibles aux « quotas innovants »⁽²⁾ est au 31 décembre 2012 :

Fonds de capital investissement FCPI	Date de création	% de l'actif éligible au 31/12/2012 ⁽³⁾	Date à laquelle le fonds doit atteindre son quota d'investissement en titres éligibles ⁽⁴⁾
Capital Croissance 3	07/05/2010	72,8%	Quota atteint
Objectif Innovation Patrimoine 3	03/06/2010	72,1%	Quota atteint
Objectif Innovation 4	30/12/2010	60,7%	Quota atteint
Allianz Eco Innovation 2	31/12/2010	60,8%	Quota atteint
Idinvest Flexible 2016	31/12/2010	60,7%	Quota atteint
Objectif Innovation Patrimoine 4	28/06/2011	49,6%	30/06/2013
Idinvest Patrimoine	01/09/2011	45,7%	30/09/2013
La Banque Postale Innovation 11	28/09/2011	34,2%	30/09/2013
Capital Croissance 4	30/09/2011	35,0%	30/09/2013
Stratégie PME 2011	30/09/2011	34,8%	30/09/2013
Allianz Eco Innovation 3	29/12/2011	25,1%	31/12/2013
Objectif Innovation 5	29/12/2011	25,0%	31/12/2013
Idinvest Croissance	29/12/2011	25,0%	31/12/2013
Idinvest Croissance n°5	20/04/2012	8,5%	31/05/2014
Objectif Innovation Patrimoine n°5	31/05/2012	5,5%	31/05/2014
Idinvest Patrimoine 2	25/05/2012	5,2%	31/05/2014

(2) Pour plus de détails, veuillez-vous reporter au Règlement du FCPI.

(3) Déterminé conformément aux dispositions de l'article R. 214-47 du Code Monétaire et Financier.

(4) Délais calculés selon les dispositions de la loi de finances pour 2010 n°2009-1673.

HSBC France

Société Anonyme au capital de 337 189 135 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris ORIAS 07 005 894

Siège social : 103, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Banque et société de courtage en assurance immatriculée auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance www.orias.fr) sous le n° 07 005 894.

Société de Gestion : Idinvest Partners - Société Anonyme et Conseil de Surveillance au capital de 1 000 000 euros - SIREN 414 735 175 RCS Paris
Société de gestion agréée par l'AMF sous le n° GP 97-123 - Siège social : 117, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

Dépositaire : RBC Investor Services Bank France SA - Société Anonyme au capital de 72 240 000 euros - SIREN 479 163 305 RCS Paris
Siège social : 105, rue Réaumur - 75002 Paris

Publié par HSBC France - document non contractuel
Crédit photo : Gettyimages - Réf : 13.000.58